

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 26/08/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAINDORGE

ZI des Vauguilletes II
89100 Sens

Références : 240389

Code AIOT : 0005401277

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement GRAINDORGE implanté ZI des Vauguilletes II 14 rue Saint Sauveur des vignes 89100 Sens.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale : PFAS 2024. Elle visait également à aborder la thématique du contrôle des rejets atmosphériques (captage à la source des rejets dans l'air, contrôle des installations de traitement, vérification de la réalisation des contrôles réglementaires par un organisme agréé pour la surveillance des rejets atmosphériques, conclusions, sur le respect des valeurs limites d'émission).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAINDORGE
- ZI des Vauguilletes II 14 rue Saint Sauveur des vignes 89100 Sens
- Code AIOT : 0005401277 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

GRAINDORGE est une installation de métallisation électrolytique spécialisée dans le traitement de surface des plastiques (ABS, PP, ABS/PC) destinés essentiellement au conditionnement de parfums et de cosmétiques.

Cette société était initialement située à SENS, rue des Bouribouts depuis 1928. Elle a transféré l'ensemble de ses activités dans la ZI des Vauguilletes à SENS, en 2001-2002. La société GRAINDORGE emploie environ 80 salariés sur son site de Sens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
9	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
14	Traitement des fumées – consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	6 Mois
15	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Demande d'action corrective	1 Mois
16	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Demande d'action corrective	6 Mois
19	Surveillance des rejets – conformité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
20	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux pluviales	Lettre du 06/10/2023, article 9	
2	Déclaration des émissions	Lettre du 06/10/2023, article 10	
3	Rejets aqueux industriels	Arrêté Préfectoral du 07/09/2022, article 5.2	
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
5	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	
6	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
7	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
8	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	


10	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	
12	Points de rejets (emplacement), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	
13	Points de rejets (substance toxique), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	
17	Surveillance des rejets – valeurs d'émission	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	
18	Surveillance des rejets – programme	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'exploitant doit porter une attention particulière aux résultats des contrôles annuels de rejets atmosphériques en les commentant et en identifiant les pistes de mesures correctives permettant l'absence de résultats non conformes (rejets cyanurés notamment).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Lettre du 06/10/2023, article 9
Thème(s) : Risques chroniques - Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant a indiqué que le bassin de rétention des eaux pluviales n'est pas étanche et il n'existe aucun système de traitement avant rejet. De plus, il n'y a aucun dispositif de type vanne d'isolement pour permettre la coupure du bassin de rétention en cas d'incident sur le parking identifié. L'exploitant a toutefois indiqué la présence de pompes de relevage qui fonctionnent couramment. L'exploitant doit faire des propositions de travaux pour sécuriser ce dispositif de manière à respecter la prescription de l'article 12.2 de son arrêté préfectoral imposant le traitement des eaux pluviales avant rejet, ce qui concerne les situations courantes de même que les situations accidentelles. Cette proposition doit également prendre en compte le fait que le bassin de rétention n'est pas étanche ce qui présente un risque de rejet vers le milieu, ainsi que les exigences de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées qui impose à l'article 4 ter que les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées "doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié"
Constats : L'exploitant a obtenu plusieurs devis visant à la réalisation des travaux nécessaires. Le délai de réalisation des travaux est conditionné par les disponibilités des entreprises (plus de 12 mois de délai).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant déposera un Porter à Connaissance préalablement à la réalisation des travaux.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Lettre du 06/10/2023, article 10
Thème(s) : Risques chroniques - Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant n'a pas finalisé sa déclaration pour l'année 2021 et 2022. L'exploitant doit veiller à compléter pour l'année N sa déclaration GERE avant le 31 mars N + 1.
Constats : Au titre de l'année 2023, l'exploitant a finalisé et transmis sa déclaration sur la plateforme GERE le 28 mars 2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Rejets aqueux industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2022, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous :

Paramètre mesuré	Code sandre	Concentration maximale en mg/l proposée (3)	Flux maximal en g/j proposé	Périodicité de mesure (4)
pH	1302	6,5-9	/	C
Température	1301	30°	/	C
Débit	1552	250 m ³ /j	/	C
MES	1305	30	4000	M
DBO5	1313	100	10000	M
DCO	1314	300	40000	M
Azote global	1551	100	25000	M
Phosphore total	1350	10	2000	M
Nitrites	1339	20	5000	M
AOX (1)	1106	5	/	T
Ion fluorure (1) (5)	7073	15	/	M (5)
Cyanures totaux (1)	1390	0,1	/	T
Cadmium*	1388	0,005	0,5	T
Chrome VI (2)	1371	0,1	25	T
Chrome III (2)	5871	1,5	250	T
Chrome total (2)	1389	/	275	T
Cuivre	1392	1,5	250	H
Fer (1)	1393	5	/	T
Plomb	1382	0,4	3	T
Nickel	1386	2	325	H
Étain (1)	1380	2	/	T
Zinc	1383	3	200	T
Arsenic	1369	0,005	1,25	T
Mercure*	1387	0,005	1,25	T
Chloroforme/Trichlorométhane	1135	1	200	M

Constats :


Par sondage depuis la plateforme GIDAF (sur la base de l'autosurveillance de l'exploitant) sur les mois de novembre 2023 à avril 2024, les valeurs limites en concentration et en flux ne sont pas dépassées sur le rejet des eaux usées RSDE.

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Une seule substance PFAS est présente sur le site : il s'agit du SILKEN WET. La fiche de données de sécurité a été communiquée à l'inspection des installations classées. Le fournisseur du produit s'est saisi du sujet. L'exploitant est en recherche de produits de substitution.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les trois campagnes de prélèvement ont été effectuées sur le rejet RSDE durant les mois d'octobre, novembre et décembre 2023. Dans chacun de ces trois rapports, les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyses : il s'agit des 20 PFAS, des AOF et des 8 autres paramètres complémentaires. Les rapports ont été transmis sous la plateforme GIDAF le 04 mars 2024.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 ont été sous-traités à Eurofins Hydrologie Est (Maxeville) (accrédité COFRAC n°1-0685)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les trois campagnes de prélèvements ont bien été réalisées pour les substances attendues à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Ils l'ont été conformément à la méthode FD T90-523-2 : échantillonnage proportionnel au débit avec asservissement direct de l'échantillonneur au débitmètre. Les prélèvements ont été conformément asservis à la vitesse (écart de 1 % lors de la mesure d'octobre 2023, de 5 % lors de la mesure de novembre 2023 et 4,7 % lors de la mesure de décembre entre le volume mesuré par IRH Ingénieur Conseil et le volume mesuré à l'aide du matériel installé à demeure)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, les valeurs observées dépassent la limite de quantification de 2 µg/L. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, la limite de quantification de 100 ng/L est correctement respectée : elle est indiquée < 0,1 µg/l
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Déclaration des résultats GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les rapports ont été transmis sous GIDAF le 04 mars 2024. Ils n'ont pas fait l'objet de commentaires de la part de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit commenter les résultats transmis à l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 10 : Captation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Risques chroniques - Captation des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bails doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation ne fixe pas de débit maximal rejeté, ni de flux limite.</p> <p>Il a pu être constaté que les émissions atmosphériques sont captées en continu au dessus de chacun des bails de traitement. Suivant le bain, elles sont ensuite épurées :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit via le laveur acidobasique (bains acide ou basique des lignes de production 1, 2, 3 et 5),• soit via le laveur cyanure (bains cyanurés de la ligne 4 et quelques bails sur les autres lignes de traitement de surface comme le 16, 17 et 18) présents sur le site. <p>Un dévésiculeur cyclonique est également utilisé sur les lignes 2 et 3 pour la captation du chrome (avant retour pour traitement vers le laveur acidobasique).</p> <p>Les deux tours de lavage sont séparées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques - Captation des émissions
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air passe par : <ul style="list-style-type: none">- Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;(...) Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
Constats : Concernant les tours de lavage (mises en place au début des années 2000), il est effectué un entretien hebdomadaire des sondes de pH afin de maintenir la qualité de la mesure de la teneur en pH, l'évolution du PH pouvant conduire à la vidange ou au remplissage de la tour de lavage jusqu'à aboutir au bon pH (à défaut, vidange automatique de la tour de lavage toutes les quatre heures). Un rapport journalier informatisé de suivi des consommations en eau des tours de lavage est en place (registre de la station de traitement des eaux). De plus, une vidange complète et un nettoyage (dont nids d'abeille) sont effectués deux fois par an, le remplissage se faisant ensuite avec l'eau du puits. Concernant le dispositif d'aspiration, le système d'aspiration étant en dépression (90 000 m ³ /h observé pour la tour acidobasique et 10 700 m ³ /h observé pour la tour cyanure), un défaut du système d'aspiration se caractérise par une fermeture des ouvrants très rarement observé (« les portes claquent »).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 12 : Points de rejets (emplacement), ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques - Points de rejets (emplacement), ventilation
Prescription contrôlée : Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
Constats : Les deux cheminées de tours de lavage sont situées à plus d'un mètre au-dessus du faîtage du bâtiment. Les immeubles habités ou occupés par des tiers sont éloignés des tours de lavage (site situé en zone industrielle et équipements relativement éloignés des limites du site).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Points de rejets (substance toxique), ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques chroniques - Points de rejets(substance toxique), ventilation
Prescription contrôlée : Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : Les produits chimiques sont stockés à l'intérieur du bâtiment. Le chrome et le cyanure sont stockés dans des cages différentes disposant de portes comportant des serrures avec cadenas. Le stockage des produits chimiques neufs est disposé sur rétention.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 14 : Traitement des fumées – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques chroniques - Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas été observé de défaillances ni sur les dispositifs de captation, ni sur les dispositifs de traitement. Ainsi, il n'a pas formalisé par écrit de consignes d'exploitation spécifiques pour le traitement des émissions atmosphériques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Même en l'absence de défaillances, l'exploitant doit rédiger des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois

N° 15 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques - Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Art.58-I. De l'AM du 02/02/1998 Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : La surveillance annuelle des émissions atmosphériques n'a pas été effectuée en 2023 : réalisation le 30 janvier 2024 (changement de laboratoire). L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance des émissions permettant de définir la nature, la fréquence et les conditions des mesures, et permettant de s'assurer de la bonne réalisation des mesures à la périodicité exigée par l'arrêté ministériel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit définir un programme de surveillance des émissions permettant de s'assurer de la réalisation annuelle effective de celui-ci.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 16 : Surveillance des rejets – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques - Surveillance réglementaire des rejets, prélèvement
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'organisme responsable des prélèvements et analyses effectués le 30 janvier 2024 est ENTIME, qui est agréé par l'arrêté, en vigueur à date à savoir l'arrêté du 07 décembre 2023. Il est également accrédité COFRAC (accréditation n°1-5517). Les analyses ont été réalisées par EUROFINs également agréé par le même arrêté. Il est accrédité COFRAC (accréditation n°1-6925). Seul le paramètre CN n'est pas couvert par l'accréditation COFRAC.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors de la prochaine mesure annuelle, ce paramètre devra être prélevé et analysé sous accréditation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois


N° 17 : Surveillance des rejets – valeurs d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques - Surveillance réglementaire des rejets, VLE
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.
Constats : L'exploitant indique que les process de fabrication sont stables ce qui permet l'analyse d'un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Le rapport précise pour les 4 contrôles (laveur acidobasique (amont et aval) et laveur cyanure (amont et aval)) des conditions de marche des installations nominales. Il n'est pas procédé à une estimation des émissions diffuses.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 18 : Surveillance des rejets – programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques - Surveillance réglementaire des rejets, programme
Prescription contrôlée : Art.58-II. De l'AM du 02/02/1998 II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : A l'exclusion du paramètre CN, l'ensemble des méthodes utilisées lors du contrôle du 30 janvier 2024 sont celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur à la date du prélèvement.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 19 : Surveillance des rejets – conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques - Conformité des rejets
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Art.58-IV de l'AM du 02/02/1998 IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport ne comporte pas d'analyse de la part de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser les actions qu'il va mettre en place pour pallier les dépassements (recherche possible de solutions dans les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées au BREF STM - Traitement de surface des métaux et des matières plastiques dont la révision est en cours, recherche possible à la fois sur le process de fabrication, sur les techniques de traitement des émissions, ...).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26

Thème(s) : Risques chroniques - Respect des VLE

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m³)

- Acidité totale exprimée en H= 0,5
- HF, exprimé en F = 2
- Cr total = 1
- Cr VI = 0,1
- Ni = 5
- CN = 1
- Alcalins, exprimés en OH = 10
- NOx, exprimés en NO2= 200
- SO2 = 100
- NH3= 30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Cas particulier de l'attaque nitrique :

NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m³ ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

Constats :

Sur les quatre synthèses de résultats (laveur acidobasique (amont et aval) et laveur cyanure (amont et aval)), les concentrations sont bien exprimées en mg par mètre cubes sur gaz secs et en O2 réel.

Il a été utilisé la dérogation permise par l'arrêté du 29 mars 2022 modifiant l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère pour ne réaliser qu'un seul mesurage sur les paramètres suivants : SO₂, CrVI, NH₃, Acidité, Alcalinité, Cr, Ni. Le rapport précédent de VERITAS est cité.

Les valeurs relevées lors du contrôle du 30 janvier 2024 sont les suivantes :

- pour le laveur acidobasique aval en mg/m³- NOX équivalent NO₂ : moyenne de 4,6 mg/m³ (valeurs comprises entre 4 et 5) ; - Cr total : 0,003- Ni : 0,0064- Acidité : 0,0055- Alcalinité : 0,000- SO₂ : 0,600- NH₃ : 1,617- CN : 0,031- CrVI : 0,0016
- pour le laveur cyanure aval en mg/m³ :- NOX équivalent NO₂ : moyenne de 0,13 mg/m³ ; - Cr total : 0,0035- Ni :

0,0072- Acidité : 0,888- Alcalinité : 0,000- SO₂ : 1,645- NH₃ : 1,544- CN : 1,289- CrVI : 0,0091

Il est constaté deux non-conformités sur la concentration en acidité et en cyanures sur le laveur cyanure aval :

- Acidité : 0,888 mg/m³ pour une VLE de 0,5 ;
- CN : 1,289 mg/m³ pour une VLE de 1.

En outre, le rapport fait état de l'absence d'écart :

- aux méthodes d'analyse ou observations du laboratoire ;
- au regard de la stratégie de mesurage.

Néanmoins, de nombreux écarts relatifs à la mise en œuvre des documents de référence sont identifiés : certains n'ayant pas d'impact sur la déclaration de conformité d'autres si qui peuvent aboutir à une sur-estimation ou une sous-estimation des paramètres, de même qu'une sous-estimation des incertitudes de mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine campagne d'analyse, l'exploitant s'assurera de mener trois analyses d'une demi-heure sur l'ensemble des paramètres et dans le cas de la nouvelle constatation d'écarts aux normes, commentera le rapport et précisera les actions qu'il va mettre en place pour pallier ces écarts.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois